



Tous mobilisés le 18 septembre !

La réforme des retraites doit se faire avec les jeunes et non contre les jeunes !

Pour une retraite solidaire, contre une réforme injuste pour les jeunes !

RENDEZ-VOUS

Mardi 27 août dernier, le Premier ministre Jean Marc Ayrault a annoncé les contours de la future réforme des retraites. Les jeunes ne sont pas dupes. Les mesures de justice mises en avant ne sauraient masquer les graves reculs sociaux pour les jeunes générations.

Pour le collectif « La retraite : une affaire de jeunes », qui rassemble 17 organisations de jeunesses syndicales, politiques, et associatives, le message envoyé aux jeunes est clair : la retraite à taux plein, ce ne sera pas pour nous !

Les jeunes toujours dépourvus de droits sociaux

Entre 18 et 25 ans, les jeunes sont dépourvus de droits sociaux. La réforme des retraites aurait pu être l'occasion de corriger cette injustice. Malgré quelques avancées pour les apprentis, les périodes d'inactivités forcées pour les jeunes ne sont toujours pas prises en compte

La possibilité pour les jeunes de racheter une année de leurs études est inefficace et injuste. Il faudrait que les jeunes déboursent 7 200 euros pour la première année et 11 200 euros pour les suivantes : un montant impossible pour des moins de 30 ans Les stages ainsi que les périodes de chômage pour ceux qui n'ont pas commencé à cotiser ne sont pas pris en compte dans la future réforme. Une réforme juste ne peut pas ignorer l'enjeu, pour l'ensemble de la société, de protéger la jeunesse durant la période d'insertion et garantir un droit à se former pour tous.

Allonger la durée de cotisation : une double peine pour les jeunes !

5 millions de personnes sont au chômage, première cause du déséquilibre financier de nos retraites. Il n'est pas acceptable de vouloir faire travailler plus longtemps les jeunes générations. L'allongement de la durée de cotisation à 43 annuités, signifie pour les jeunes : être au chômage aujourd'hui, et toucher une retraite incomplète demain.

Une situation que les femmes subissent encore plus durement, elles qui sont plus nombreuses à être au chômage et ont des carrières plus courtes. Le collectif s'oppose à tout allongement de la durée de cotisation. D'autre choix sont possibles : taxer les revenus du capital et lutter contre les inégalités salariales femmes-hommes par exemple.

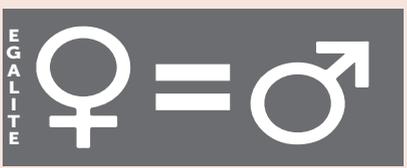
QUELQUES CHIFFRES...

l'allongement de la durée de cotisation



3 MILLIARDS D'€

l'égalité salariale entre les hommes et les femmes



5 A 10 MILLIARDS D'€

le budget consacré aux exonérations fiscales pour les entreprises



173 MILLIARDS D'€

Faire confiance aux jeunes pour garantir l'avenir de notre système de retraites

Le collectif met en garde le gouvernement contre une réforme des retraites qui aboutirait à la mort de notre système solidaire. En effet, en ne prenant pas en compte les jeunes, ceux-ci n'auront d'autres choix que de s'en détourner au profit des assurances privées, par capitalisation. Nous refusons d'être la première génération à devoir renoncer à une retraite solidaire !

Notre collectif rappelle en outre qu'une politique ambitieuse d'emploi, qui pose le CDI comme la norme pour les jeunes, est une priorité pour répondre aux besoins de financement des retraites. Alors qu'il y a près de 2 millions de jeunes de moins de 30 ans qui ne sont ni en emploi ni en formation, la priorité n'est-elle pas de partager le travail plutôt que de faire travailler les seniors plus longtemps ?

Signe la pétition

NOM

PRÉNOM

TÉLÉPHONE

ADRESSE MAIL

- Pour le refus de l'allongement de la durée de cotisation.

- Pour la validation des périodes de formation et d'insertion pro dans le calcul des retraites.

SIGNATURE

